

Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 12 n° 9, 14 juin 2011

LIGNE DE FOND.....	1
Sommet du G8 à Deauville : « Le protectionnisme n'est pas la solution ».....	1
NOUVELLES DE L'OMC.....	2
Seule une « percée fondamentale » pourrait sauver le cycle de Doha.....	2
SUR LE FIL.....	3
Une nouvelle approche pour arriver à un résultat lors de la réunion ministérielle de décembre.....	3
NOUVELLES REGIONALES	4
APE : l'UE et l'Afrique de l'Ouest reprennent les discussions.....	4
L'Afrique et l'Inde pour une coopération technique et économique.....	5
EVÉNEMENTS.....	6
PUBLICATIONS	6

PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.
 Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane DIEYE, Bathie CISS, Aissatou DIALLO
 Equipe éditoriale d'ICTSD : Clement Bonnerot

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux.
 Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.
 Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

Sommet du G8 à Deauville: « Le protectionnisme n'est pas la solution »

Ce bout de phrase a été lâché par le président de la République française lors de la conférence de presse du sommet du G 8 qui se tenait à Deauville, en France, les 26 et 27 Mai 2011. Il a plaidé pour la relance des négociations à l'OMC afin de sauver le système commercial multilatéral et d'éviter le retour des pratiques commerciales unilatérales restrictives et protectionnistes.

La conclusion du cycle de Doha a été l'un des principaux sujets abordés lors du sommet. Les membres du G8 sont parvenus à une convergence de points de vue sur « la nécessité de lutter contre le protectionnisme et de trouver des solutions, quelque soit par ailleurs le point d'arrivée du cycle de Doha »¹.

Le constat partagé par tous les acteurs du commerce mondial est que « la situation est difficile ». Les promesses de conclure enfin le cycle de Doha se suivent et se ressemblent mais ne débouchent jamais sur rien de concret.

Pour sortir de cette situation difficile, le G8 s'est encore une fois engagé à « renforcer le système multilatéral et de libéraliser le commerce mondial en conformité avec le mandat de Doha »².

¹ Texte de la conférence de presse du président de la République française, 26 mai 2011

² Déclaration conjointe du président du Conseil européen Van Rompuy et du président de la Commission européenne Barroso, 27/05/2011

Que de promesses depuis plusieurs années

Les sommets du G8 constituent un moment privilégié pour les grandes puissances pour déclarer leur volonté de conclure les discussions du cycle de Doha. Cependant à chaque sommet une déclaration est faite, mais aucune action concrète ne s'ensuit.

En juillet 2006, lors du sommet de Saint-Petersbourg, les huit grandes puissances exhortaient dans le communiqué final " tous les pays à s'engager dans des efforts et une action concertés afin de parvenir à une conclusion positive du cycle de Doha". L'année suivante, une déclaration similaire sanctionnait le sommet qui se tenait en Allemagne à Heiligendamm. Celle-ci appelait "tous les membres de l'OMC à faire preuve de flexibilité constructive pour amener ces négociations à se clôturer rapidement". Les mêmes déclarations ont marqué les sommets qui ont suivi : Aquila en juillet 2009, Hunstville en Juin 2010 et dernièrement Deauville en mai 2011.

Survivance des mesures protectionnistes

Et le constat est le même. Les pays les plus développés mettent en place un nombre d'obstacles toujours plus grand aux échanges commerciaux. En plus de cela, ces grandes puissances campent sur leurs positions, arrêtées depuis longtemps.

Le rapport de surveillance établi par l'OMC, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), paru le 24 mai 2011, révèle des chiffres qui illustrent l'étendue des mesures protectionnistes. Selon ce rapport, les mesures visant à abaisser les obstacles aux échanges commerciaux sont en nombre croissant et les nouvelles mesures de restriction des importations prises par les économies du G20 sur la période allant d'octobre 2010 à avril 2011 couvrent environ 0,6% des importations totales du G-20, ce qui représente aussi une augmentation de 0.3% par rapport aux six mois précédents.³

³ dernier rapport de surveillance du G-20 ,
http://wto.org/french/news_f/news11_f/igo_24may11_f.htm

Pour une reprise économique

Par ailleurs, le sommet s'est penché sur la crise. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à travailler pour une reprise économique. Ils se sont engagés à « à prendre les mesures nécessaires, collectivement et individuellement, » pour faire face aux défis de l'économie mondiale. Mais ils constatent que la reprise pourrait être gênée par la forte volatilité des prix des denrées alimentaires. De la même manière, les déséquilibres des finances publiques au niveau interne des états comme au niveau international constituent une grande préoccupation.

Synthèse ENDA

Sources : Sommet du G8, Le Monde <http://e-south.blog.lemonde.fr/2011/05/27/somme-t-g8-de-deauville-les-principaux-points-de-la-declaration-finale/> ;

Texte de la Conférence de presse du Président français, sommet de Deauville <http://www.g20-g8.com/g8-g20/g8/francais/actualites/actualites/conference-de-presse-du-president-de-la-republique.1326.html>

NOUVELLES DE L'OMC

Seule une « percée fondamentale » pourrait sauver le cycle de Doha

Les ministres du commerce de l'Organisation pour la Coopération Economique Asie – Pacifique (APEC), réunis dans le Montana aux Etats Unis les 19 et 20 mai 2011, ont fait part de leur « préoccupation collective profonde face aux difficultés rencontrées par l'Agenda de développement de Doha ».

Ils ont constaté les difficultés « insurmontables » rencontrées dans les discussions pour la finalisation du cycle de Doha. Ces difficultés relèvent essentiellement des fortes ambitions des différentes parties en matière d'accès au marché - certainement dans l'AMNA, mais également dans les services et l'agriculture. Dans ces différents

domaines, les clivages entre les Etats-Unis et les grands pays en développement concernant l'ampleur des abaissements tarifaires devant découler de l'accord de Doha restent profonds. Les pays émergents, tels que le Brésil, la Chine ou l'Inde rejettent systématiquement les propositions avancées par les Etats Unis et l'UE.

Cependant, comme le rappelait le représentant américain au commerce extérieur, Ron Kirk, « tous les ministres ont convenu du fait que nous ne pouvons simplement pas continuer d'agir comme nous le faisons dans les discussions de Doha, si nous souhaitons aller de l'avant. Dans le même temps, pas un ministre n'a dit que nous devons jeter l'éponge ». Il faut dès lors, toujours selon M. Kirk, « commencer une évaluation réaliste des prochaines étapes » pour « trouver une voie fructueuse et, la prendre le plus rapidement possible. »

Ils sont arrivés à la conclusion que pour arriver à débloquer le cycle, il faut « une percée fondamentale majeure dans les discussions ». Ainsi, dans cette perspective, ils invitent « les négociateurs à réexaminer de manière urgente toutes les options, à la lumière de la dimension développement, comme mandaté, et à œuvrer avec tous les membres de l'OMC à la recherche d'une voie à suivre ». Dans ce sens, il faut entamer, selon M. Kirk, « une réflexion approfondie sur les trois voies possibles : continuer à faire ce que nous faisons, abandonner ou commencer à réfléchir à quelque chose de différent qui nous donnera une meilleure orientation. »

Cette rencontre a été suivie par celle des ministres du commerce de l'OCDE, qui s'est tenue à Paris. Rien de nouveau n'est sorti de cette rencontre. Les ministres se sont engagés encore une fois à la conclusion réussie du Programme de Doha pour le développement (PDD), et ont réitéré leur volonté d'arriver à l'engagement unique, qui suppose que rien n'est convenu si tout n'est pas convenu. Aussi, ils demandent à ce que les négociations soient menées étape par étape dans la perspective de la 8^e Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se dérouler du 15 au 17 décembre 2011.

Synthèse ENDA

Sources: Compte-rendu d'ICTSD ; "APEC Ministers Discuss Future of Doha Trade Talks," WALL STREET JOURNAL, 20 mai 2011, Bridges weekly, vol 15, n° 17 <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/106227/>

Revue, Genève en bref, Vol. 11, Issue no. 21, 3 juin 2011

<http://www.leseleveursdedindonducanada.ca/internationalTrade/>

SUR LE FIL

Une nouvelle approche en perspective de la ministérielle de décembre

Au cours de la dernière réunion informelle du comité de CNC (Comité de Négociation Commerciale) qui s'est tenue le 31 mai 2011, le Directeur général de l'OMC a fait une nouvelle proposition sur la façon de conduire les négociations du cycle de Doha d'ici au mois de décembre. L'objectif serait d'arriver à des résultats positifs qui seraient présentés aux ministres lors de la 8^{ème} conférence ministérielle qui est prévue à Genève du 15 au 17 décembre 2011.

Selon Lamy, il faut pour cela aborder les questions chacune à un rythme différent. Il faut une **voie rapide, une voie intermédiaire et, une voie lente.**

Ainsi, il faut aller rapidement dans des discussions constructives sur la franchise de droits et l'absence de contingent pour les produits des PMA (pays les moins avancés) sans oublier les règles d'origine, les services dans ces pays et le coton.

Il faut ensuite s'engager dans les discussions relatives à l'aspect développement du programme avec des questions beaucoup plus spécifiques aux PMA. Ces discussions pourraient s'inscrire dans une voie intermédiaire, la voie du milieu.

Enfin, il faut s'attaquer aux questions plus complexes que sont l'accès aux marchés des produits non agricoles (AMNA), l'agriculture, ainsi

que les services, la propriété intellectuelle. Ces discussions s'inscriront dans une voie beaucoup plus lente que les deux premières.

Synthèse enda

Source : OMC,

http://wto.org/french/news_f/news11_f/tnc_infstat_31may11_f.htm#statement

NOUVELLES REGIONALES

APE : l'UE et l'Afrique de l'Ouest reprennent les discussions

Après plusieurs mois de blocages, les discussions entre l'UE et la CEDEAO pour la signature d'un APE ont repris. En effet, les deux parties se sont retrouvées à Dakar du 23 au 15 mai pour une nouvelle session de négociation. Il faut rappeler que les experts des deux parties étaient très avancés sur les aspects techniques et s'étaient rendu compte de l'importance des divergences et de la nécessité de l'entrée en jeu des politiques. Les deux parties s'étaient toutefois séparées sur une note de discordance lors de leur dernière rencontre qui remonte à septembre 2010 à Bruxelles. Neuf mois après, les parties se retrouvent pour essayer de débloquer la situation et d'arriver à certaines convergences sur les questions de fond.

Cette session a enregistré des avancées importantes principalement sur trois questions : l'accès au marché, le texte de l'accord et Protocole PAPED, les règles d'origine.

Sur l'offre d'accès au marché

L'Afrique de l'Ouest a présenté une nouvelle offre révisée qui s'élève à 70% en volume et en ligne sur une période de 25 ans. Elle a tenu à préciser que cette offre est conforme à la directive de la 39ème session de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de la CEDEAO sur cette question. Cela pourrait signifier qu'elle n'ira pas au-delà de cette offre.

L'UE a favorablement accueilli cette offre même si elle s'interroge sur la gestion des impacts

économiques et financiers qui pourraient découler d'un tel calendrier qui prévoit des réductions tous les cinq ans.

Le texte de l'accord et le protocole sur le PAPED

Les deux parties ont trouvé un compromis sur les dispositions relatives aux sources et montant du financement du PAPED, à celles aussi relatives au tarif extérieur commun, aux ressources autonomes des organisations d'intégration régionale de la région Afrique de l'Ouest, au traitement des subventions dans l'APE, à l'Accord sur la Clause de Rendez-vous, et à l'accord sur la ratification et entrée en vigueur.

Certaines questions ont été soumises à l'appréciation des Hauts Fonctionnaires lors de leur prochaine session. Il s'agit des points relatifs à :

- l'additionnalité des ressources (article 2.2),
- l'annexion du document-cadre du PAPED au protocole (article 2.3),
- l'établissement d'un document contractuel précisant le montant indicatif du financement que l'UE aura à allouer au PAPED (article 5.2),
- la nature de l'acte que pourrait prendre le Conseil conjoint de l'APE sur le financement du PAPED (article 5.4).

De la même manière, certains aspects relatifs au texte de l'accord ont été renvoyés aux niveaux politiques il s'agit de :

- l'article 16 sur la clause NPF ;
- l'article 105 sur la clause de non exécution.

Pour les règles d'origines

Les travaux du sous-groupe ont permis d'une part de lever les crochets sur plusieurs points notamment les définitions, le « duty drawback » (droits de ristourne) et les opérations minimales et d'autre part, de trouver un accord sur la question transversale du sucre et sur plusieurs autres points. Cependant, sur certaines questions, il n'y a pas d'avancées : plus particulièrement celles relatives aux produits de la pêche, aux questions de territorialité, à la coopération administrative et au

cumul -, aux produits métalliques et certains produits textiles.

Les deux parties se retrouveront à Bruxelles à partir du 26 juillet 2011.

Synthèse de ENDA,

Source : Rapport conjoint de la réunion de négociation au niveau technique
Dakar, 23 - 25 mai 2011

L'Afrique et l'Inde pour une coopération technique et économique

L'Afrique et l'Inde continuent de consolider leur coopération. Après New Dehli en avril 2008, c'est Addis-Abeba (Ethiopie), siège de l'Union Africaine qui a abrité les 24 et 25 mai 2011, le deuxième sommet Indo-africain. Lors de l'ouverture, étaient présents, en plus du Premier Ministre indien Manmohan Singh, une dizaine de chefs d'Etat africains parmi lesquels Théodore Obiang Nguéma (Président en exercice de l'UA), Meles Zenawi (Ethiopie) ou encore Mwai Kibaki (Kenya). Un des points forts de ce sommet fut l'octroi d'un prêt de 5 milliards de dollars et la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Coprésidé par Théodore Obiang Nguéma, Président en exercice de l'Union Africaine et Manmohan Singh, premier ministre indien, le sommet d'Addis-Abeba apparaît aux yeux de l'Afrique et à sa tête le président de la commission Africaine de l'UA Jean Ping comme un véritable succès. En effet, cette rencontre de deux jours a vu l'Inde confirmer son intérêt économique majeur pour l'Afrique, en débloquent une somme enveloppe conséquente de 5 milliards de dollars de prêts pour les trois prochaines années, accompagnée d'une promesse de 700 millions de dollars en vue d'établir de nouvelles institutions et programmes de formation dans différents domaines. Le Premier Ministre indien, notant avec satisfaction les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre de coopération Afrique-Inde et de son Plan d'action de mars 2010, invite l'Afrique à renforcer et à élargir le champ d'application de la coopération Sud-Sud incarné par les deux parties. Ainsi l'Afrique et l'Inde

décident de coopérer dans les domaines de coopération économique et politique.

Coopération économique

L'Afrique et l'Inde réaffirment leur volonté mutuelle de développer leur coopération économique et commerciale ainsi que dans le cadre des investissements.

Reconnaissant que le commerce et l'investissement entre l'Afrique et l'Inde ont augmenté dans la récente décennie, les deux parties conviennent de prendre des mesures supplémentaires pour continuer à créer une ambiance positive afin de renforcer ces flux dans le cadre du développement agricole, des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications. Le Premier Ministre indien a mis l'accent sur ces secteurs de l'économie africaine qui bénéficieront en priorité des prêts indiens. L'Inde, pour mieux booster le secteur des PME et créer de la valeur ajoutée, s'engage quant à elle à créer de nouveaux centres de formation : un institut des technologies de l'information au Ghana, un institut de planification de l'éducation au Burundi, un centre de formation au commerce extérieur en Ouganda ainsi qu'une école spécialisée dans l'exploitation et la commercialisation du diamant au Botswana.

Manmohan Singh a en outre abordé l'intégration régionale en Afrique, qui à ses yeux est un gage d'intégration économique et qui permettra à l'Inde d'apporter un soutien financier aux projets d'intégration régionale et aux programmes de renforcement de capacités des CER.

Outre le volet économique, les deux partenaires ont signé « la déclaration d'Addis-Abeba », un document qui laisse entrevoir une coopération politique accrue.

Coopération politique

L'Afrique et l'Inde sont conscientes du rôle important qu'elles jouent dans le monde et conviennent d'intensifier leur coopération politique. L'initiative commune sera de poursuivre leurs efforts en faveur de la paix et de la sécurité, ce qui permettrait une bonne mise en œuvre des politiques et programmes envisagées dans le cadre de cette coopération. De ce fait, l'Union Africaine va envisager la création, dans les meilleurs délais,

d'un bureau à New Delhi, comme gage du partenariat étroit qui existe entre l'Inde et l'Afrique. « La déclaration d'Addis-Abeba » appelle par ailleurs instamment à une réforme en profondeur des Nations Unies, y compris une extension de son Conseil de Sécurité. En effet, les deux parties sont d'avis que les Nations Unies doivent fonctionner de façon transparente, efficace et que la composition de ses organes centraux doit refléter les réalités du moment. Notons également que l'Afrique s'intéresse de près à ce partenariat comme en témoigne la présence à Addis d'une importante délégation de chefs d'états.

Les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique s'élèvent à près de 46 milliards de dollars, un chiffre d'affaire que l'Inde compte améliorer au regard de son ambition car ce géant asiatique apparaît soucieux de bénéficier du pétrole et des matières premières de l'Afrique ainsi que de son potentiel commercial afin d'alimenter sa croissance. Cela est sans compter cependant sur la Chine qui reste le fer de lance de cette coopération entre l'Afrique et les pays émergents avec des échanges commerciaux de 126,9 milliards de dollars l'an dernier.

Au sortir de ce sommet, deux textes ont été adoptés : la Déclaration d'Addis-Abeba et le Plan de Coopération entre l'Inde et l'Afrique qui définissent les points de coopération entre les deux partenaires jusqu'en 2014.

Synthèse ENDA

Sources : Sommet Afrique Inde, 2011
<http://www.afriquejet.com/actualites/politique/sommet-afrique-inde-en-ethiopie-2011052412953.html>

EVÉNEMENTS

OMC

7-8 juin, Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

15-16 juin, Comité des obstacles techniques au commerce

15 juin, Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

16-17, juin, Comité des accords commerciaux régionaux

17 juin, Organe de règlement des différends

Hors OMC

9-10 juin, comité conjoint de l'APE UE-CARIFORUM sur le commerce et le développement, Barbades.

PUBLICATIONS

The G20 and African Development, Dirk Willem te Velde, Peter Draper, Catherine Grant, Christian Kingombe, préparé par l'ODI et SAIIA pour ONE, avril 2011, www.odi.org.uk/

India and South Africa as Partners for Development in Africa?, Elizabeth Sidiropoulos, document de synthèse publié par Chatham House, mars 2011, <http://www.chathamhouse.org.uk/>

Structure des échanges et chaînes de valeur globales en Asie de l'Est: du commerce de marchandises au commerce des services, http://wto.org/french/res_f/publications_f/stat_trade_pat_glob_val_chains_f.htm